



Une loi pour entraver la semence de ferme

Il n'y a pas eu de surprise hier soir à l'assemblée nationale. Les députés convoqués à la dernière minute, n'étaient pas 20 en séance pour discuter de cette pratique essentielle aux agriculteurs : le droit de ressemer leur propre récolte.

Comme la majorité l'avait annoncé, elle n'a accepté aucune modification de la loi.

Sous la pression des puissantes firmes semencières, un cadre juridique incompatible avec les pratiques agricoles visant en particulier le triage à façon a été voté.

La rémunération de l'obteneur imposée à l'autoconsommation des fourrages et céréales fourragères sera une usine à gaz inapplicable à la conduite des fermes d'élevage.

Aucune transparence n'a été acceptée dans la gestion des rémunérations et l'orientation de la recherche, la majorité refuse toujours d'ouvrir les portes de l'interprofession aux trieurs à façon et à tous les syndicats agricoles représentatifs.

L'objectif de la loi reste donc toujours le même, faire passer l'agriculteur par l'achat de semence.

Pour la CNDSF cette loi est incompatible avec la nécessaire souplesse dans la gestion des exploitations agricoles. L'obligation de rémunérer l'obteneur ne peut se mettre en place qu'avec la contrepartie de légaliser l'échange de semence, pratique indispensable à une agriculture rémunératrice des paysans et capable d'assurer la souveraineté alimentaire.

Pour la CNDSF il était inimaginable de poursuivre en contrefaçon un agriculteur ou un trieur, mais les députés l'ont inscrit dans la loi, le 28 novembre 2011.

Michel Géray porte parole tel 06 16 49 50 29

Sylvain Ducroquet président tel :06 77 79 22 37